

Vaccinations : convaincre ou contraindre ?

William Dab, Judith Mueller, Laura Temime, Mounia Hocine et Kévin Jean, chercheur-e-s au laboratoire MESuRS

Publié le 5 avril 2017 – Mis à jour le 7 novembre 2018

Dans une société où les vaccins suscitent la méfiance, les chercheur-e-s William Dab, Judith Mueller, Laura Temime, Mounia Hocine et Kévin Jean abordent les différentes facettes de l'obligation vaccinale.





© Pixabay - Whitesession

Au XXe siècle dans les pays du Nord, le **péril infectieux** a reculé grâce à l'hygiène, aux **vaccins et aux médicaments anti-infectieux**. Ainsi, dans les pays à faible revenu, parmi les cinq premières causes de mortalité, trois sont infectieuses ; dans les pays à revenu élevé, il n'y en a plus aucune.

Une double crise se profile. L'**efficacité des antibiotiques** diminue avec la **montée des résistances bactériennes**. Pour les vaccins, plus que l'efficacité, c'est la méfiance dont ils font l'objet qui est problématique.

En France, l'**obligation vaccinale** a d'abord relevé d'un principe patriotique avant de devenir un principe d'égalité. La question est de savoir si une stratégie fondée sur l'obligation est performante. Hormis en France, Belgique et Italie, l'obligation quand elle existe est ciblée sur certains groupes : collectivités d'enfants, professions exposées, etc. Cependant, la **couverture vaccinale** n'est pas meilleure dans les pays qui ont recours à l'obligation. Au contraire, celle-ci donne prise à l'argument selon lequel il s'agirait d'une question de profit pour les firmes pharmaceutiques. Une suspicion amplifiée par l'**affaire du vaccin contre l'hépatite B** et les controverses sur la **vaccination contre la grippe A H1N1** en 2009.

Une concertation citoyenne a récemment recommandé d'élargir l'**obligation vaccinale de trois maladies** (poliomyélite, diphtérie, tétanos) à huit autres. Le **rapport** estime qu'il s'agit d'une étape nécessaire. Or cette opinion ne repose sur aucune étude scientifique. Il est paradoxal de vouloir restaurer la confiance vis-à-vis des vaccins en étendant leur obligation alors que celle-ci est à la source de la méfiance.

Une autre stratégie consisterait à s'appuyer sur les **médecins** qui jouissent d'une grande confiance dans la population, sur les parents, sur la **prévention des ruptures de stocks** et sur des **campagnes d'information honnêtes**. La conduite d'études de grande ampleur pour évaluer les **bénéfices et risques des vaccins**, en garantissant leur **indépendance** vis-à-vis des intérêts industriels serait également nécessaire, tout comme la tenue de débats publics réguliers permettant aux acteurs de confronter leur point de vue en prenant en compte les **données épidémiologiques**. Un pas essentiel pour développer une **pédagogie du risque** fondée sur des preuves.

William Dab, Judith Mueller, Laura Temime, Mounia Hocine et Kevin Jean

► | Société | Santé publique

Le dernier Cnam mag'

LE CNAM MAG' #9

Société numérique, société inclusive ?

1 mai 2018

+ Retrouvez tous les numéros

Qui sont les auteur·e·s ?

William Dab est professeur du Cnam, sur la chaire Hygiène et sécurité et directeur du laboratoire Modélisation et surveillance des risques pour la sécurité sanitaire (MESuRS) ;
Judith Mueller est professeure en épidémiologie à l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et membre de l'unité d'épidémiologie des maladies émergentes de l'Institut Pasteur ;
Laura Temime est professeure au Cnam et membre du laboratoire MESuRS ;
Mounia Hocine et Kévin Jean sont maîtres de conférences au Cnam et membre du laboratoire MESuRS.

<http://blog.cnam.fr/sante/vaccinations-convaincre-ou-contraindre--904190.kjsp?RH=1516627148189>